



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις
τῆ 28 Σεπτεμβρίου 1953

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἀριθμὸς φύλλου 269

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2620.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συνθέσεως περὶ πολιτικῶν δικαιωμάτων τῆς γυναικός, ὑπογραφείσης ἐν Νέα Ὑόρκη τῆ 1 Ἀπριλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1953 σύμφωνον γνώμη τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται, καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἐν Νέα Ὑόρκη ὑπογραφείσα τὴν 1ην Ἀπριλίου 1953 Σύμβασις περὶ πολιτικῶν δικαιωμάτων τῆς γυναικός.

Ἡ ἰσχὺς διὰ τὴν Ἑλλάδα τῆς ἐν λόγω πράξεως ἥς τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν μεταφρᾷσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν, ἀρχεται, συμφώνως πρὸς τὸ βον ἀρθρον

αὐτῆς, τὴν 90ην ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἔκτου ὄργανου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 17 Σεπτεμβρίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΤΛΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΤΛΟΣ, ΔΗΜ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, Π. ΑΓΚΟΤΡΕΖΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Α. ΛΑΜΠΡΙΑΝΙΔΗΣ, Ε. ΓΟΝΗΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΔΗΜΑΡΑΤΟΣ, Σ. ΓΕΩΡΓΟΤΑΝΗΣ, Α. ΕΤΤΑΣΙΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 26 Σεπτεμβρίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ

CONVENTION SUR LES DROITS POLITIQUES
DE LA FEMME

Les Parties contractantes,

Souhaitant mettre en œuvre le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes contenu dans la Charte des Nations Unies,

Reconnaissant que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, et désirant accorder aux hommes et aux femmes l'égalité dans la jouissance et l'exercice des droits politiques, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant décidé de conclure une convention à cette fin,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article Premier

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination.

Article II

Les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article III

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article IV

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

2. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés au paragraphe premier de l'article IV.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article VII

Si, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, un Etat formule une réserve à l'un des articles de la présente Convention, le Secrétaire général communiquera le texte de la réserve à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à cette Convention. Tout Etat qui n'accepte pas ladite réserve peut, dans le délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de cette communication (ou à la date à laquelle il devient partie à la Convention), notifier au

Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve. Dans ce cas, la Convention n'entrera pas en vigueur entre ledit Etat et l'Etat qui formule la réserve.

Article VIII

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramènera à moins de six le nombre des Parties.

Article IX

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête de l'une des Parties au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article X

Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV de la présente Convention:

a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article IV,

b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article V,

c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VI,

d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article VII,

e) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article VIII,

f) L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article VIII.

Article XI

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fera parvenir une copie certifiée conforme à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New-York, le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois.

Pour L'AFGHANISTAN :

Pour L'ARGENTINE : Avec des réserves à l'article IX

Rudolfo MUNOZ

Pour L'AUSTRALIE :

Pour Le ROYAUME DE BELGIQUE :

Pour La BOLIVIE :

Carmen S.B. DE LOZADA

9 de avril 1953

Pour Le BRÉSIL :

Pour L'UNION BIRMANE :

Pour La RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE
DE BIÉLORUSSIE :

Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

K. V. KISSELYOV

*Ces réserves sont conçues comme suit :

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet; et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.»

Pour Le CANADA :

Pour Le CHILI :

Rudecindo ORTEGA

Gabriela MISTRAL

Pour La CHINE :

Pour La COLOMBIE :

Pour Le COSTA--RICA :

TATTENBACH

Pour CUBA :

Dr. Emilio NUNEZ PORTUONDO

Pour La TCHÉCOSLOVAQUIE :

Sous les réserves* aux articles VII et IX consignées au procès-verbal de signature *

J. NOSEK

Pour Le DANEMARK:

Pour La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Joaquin E. SALAZAR

Minerva BERNARDINO

*Ces réserves sont conçues comme suit :

«Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres consignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

«Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.»

Pour L'ÉQUATEUR :

«Le Gouvernement équatorien a signé la présente

Convention, avec une réserve concernant les derniers mots de l'article premier, c'est-à-dire les mots «sans aucune discrimination»; en effet, la Constitution politique de la République, en son article 22, stipule que «le vote aux élections populaires est obligatoire pour l'homme et facultatif pour la femme».

José V. TRUJILLO

Pour L'ÉGYPTE :

Pour Le SALVADOR :

Pour L'ETHIOPIE :

Ato Zawde Gabre HEYWOT

Pour La FRANCE :

Sous la réserve * consignée au procès-verbal de signature *

M.H. LEFAUCHEUX

Cette réserve est conçue comme suit :

«Le Gouvernement français, eu égard aux coutumes et traditions religieuses existant dans certains territoires, se réserve la faculté de différer l'exécution de la présente Convention en ce qui concerne les femmes résidant dans ces territoires et qui se réclament desdites coutumes et traditions.»

Pour La GRÈCE :

Alexis KYROU

1 avril 1953

Pour Le GUATEMALA:

Avec des réserves concernant l'article IX de la Convention et étant entendu que la Convention s'appliquera, conformément à la Constitution politique nationale, à la femme qui est citoyenne guatémaltèque.

Eduardo CASTILLO ARRIOLA

Pour HAÏTI :

Pour Le HONDURAS :

Pour L'ISLANDE :

Pour L'INDE :

Avec la réserve ci-après :

«Les dispositions de l'article 3 de la Convention ne seront pas applicables en ce qui concerne le recrutement et les conditions de service dans les forces armées de l'Inde ou dans les forces chargées du maintien de l'ordre public dans l'Inde.»

Rajeshwar DAYAL

Le 29 avril 1953

Pour L'INDONÉSIE :

L.N. PALAR

Pour L'IRAN :

Pour L'IRAN :

Pour L'IRAK :

Pour ISRAEL :

Abba EBAN

April 14, 1953

Pour Le LIBAN :

Pour Le LIBÉRIA :

Pour Le GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

Pour Le MEXIQUE :

Sous réserve des termes de la déclaration* déposée aujourd'hui.

Rafael de la COLINA

*Déclaration:

«Il est expressément entendu que le Gouvernement mexicain ne déposera son instrument de ratification que lorsque sera entrée en vigueur la réforme de la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique,

actuellement en voie d'élaboration, qui a pour objet d'accorder les droits civiques à la femme mexicaine.»
Pour Le ROYAUME DES PAYS-BAS :

Pour La NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour Le NICARAGUA :

Pour Le ROYAUME DE NORVÈGE :

Pour Le PAKISTAN :

Pour Le PANAMA :

Pour Le PARAGUAY :

Pour Le PÉROU :

Pour La RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

Pour La POLOGNE :

Sous les réserves* relatives aux articles VII et IX formulées dans le procès-verbal spécial établi lors de la signature de la présente Convention*.

H. BIRECKI

*Ces réserves sont conçues comme suit:

«Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

«Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.»

Pour L'ARABIE SAOUDITE:

Pour La SUÈDE :

Pour La SYRIE :

Pour La THAÏLANDE :

Pour La TURQUIE :

Pour La RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE :

1 Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole spécial établi lors de la signature de la présente Convention.

A.M. BARANOVSKY

*Ces réserves sont conçues comme suit:

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une

réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend».

Pour L'UNION SUD-AFRICAINE :

Pour L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES :

1 Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

V.A.ZORINE

*Ces réserves sont conçues comme suit :

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend».

Pour Le ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

Pour Les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Pour L'URUGUAY:

Pour Le VENEZUELA :

Pour Le YÉMEN :

Pour La YOUGOSLAVIE:

Leo MATES

Copie certifiée conforme

Pour le Secrétaire général:

Signature

Directeur principal chargé du Département juridique

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΟΣ

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη :

Προτιθέμενα νὰ θέσωσιν εἰς ἐφαρμογὴν τὴν εἰς τὸν Χάρτην τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περιλαμβανομένην ἀρχὴν τῆς ἰσότητος δικαιωμάτων ἀνδρῶν καὶ γυναικῶν,

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι ἕκαστος κέκτηται τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ μέρος εἰς τὴν διακυβέρνησιν τῆς χώρας του ἀπ' εὐθείας ἢ μέσῳ ἀντιπροσώπων ἐλευθέρως ἐκλεγομένων, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα τοῦ καταλαμβάνειν, ἐπ' ἴσοις ὅροις δημόσια λειτουργήματα εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των δὲ ὅπως ἐξισώσῃσι τὸ καθεστῶς τῶν ἀνδρῶν καὶ τῶν γυναικῶν ὡς πρὸς τὴν ἀπόλαυσιν καὶ τὴν ἀσκῆσιν πολιτικῶν δικαιωμάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τὴν Παγκόσμιον Δήλωσιν τῶν Ἀνθρωπίνων Δικαιωμάτων.

Ἀποφασίσαντα ὅπως, ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, συνάψωσι Σύμβασιν, συνωμολόγησαν τὰς κάτωθι διατάξεις :

Ἄρθρον 1.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιούνται νὰ ἐκλέγουν εἰς ἀπάσας τὰς ἐκλογὰς ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἀνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 2.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιούνται νὰ ἐκλέγονται εἰς ἅπαντα τὰ δημόσια ἐκλεγόμενα σώματα, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἀνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 3.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιούνται νὰ διορίζονται εἰς δημοσίας θέσεις καὶ νὰ ἀσκῶσιν ἅπαντα τὰ δημόσια λειτουργήματα, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἀνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν εἰς οἰονδήποτε μέλος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἰονδήποτε ἕτερον Κράτος, πρὸς τὸ ὁποῖον ἀπηυθύνθη σχετικὴ πρόσκλησις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

2. Ἡ Σύμβασις αὕτη θέλει κυρωθῆ καὶ τὰ ὄργανα τῆς κυρώσεως θέλουν κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ συντελεθῆ διὰ καταθέσεως τοῦ ὄργανου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν 90ὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἔκτου ὄργανου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον Κράτος, κυροῦν ἢ προσχωροῦν εἰς τὴν Σύμβασιν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἔκτου ὄργανου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἢ Σύμβασις θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν 90ὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ὄργανου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς κυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως Κράτος τι διατυπώσῃ ἐπιφυλάξιν σχετικὴν πρὸς οἰονδήποτε ἐκ τῶν ἄρθρων τῆς Συμβάσεως ταύτης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ τὸ κείμενον τῆς ἐπιφυλάξεως εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη τὰ ἑποῖα τυγχάνουσι ἢ δύνανται νὰ καταστοῦν, συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὴν Σύμβασιν. Οἰονδήποτε Κράτος, ἔχον ἀντιρροίσεις ὡς πρὸς τὴν ἐπιφυλάξιν δύναται ἐντὸς διαστήματος 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεως (ἢ κατὰ τὴν ἡμέραν καθ' ἣν θὰ καταστῆ συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν), νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι δὲν ἀποδέχεται αὐτήν. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ἡ Σύμβασις δὲν θέλει ἰσχύσει μετὰ τὸ Κράτος τούτου καὶ τοῦ Κράτους τοῦ διατυποῦντος τὴν ἐπιφυλάξιν.

Ἄρθρον 8.

1. Οἰονδήποτε Κράτος δύναται νὰ καταγγεῖλῃ τὴν Σύμβασιν δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ καταγγελία θὰ ἐπιφέρῃ ἀποτέλεσμα ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως.

2. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ παύσῃ ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν θὰ καταστῆ ἀποτελεσματικὴ καταγγελία τις μειοῦσα τὸν ἀριθμὸν τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς ὀλιγώτερα τῶν 6.

Ἄρθρον 9.

Οἰαδήποτε διαφορὰ, ἣτις ἤθελε γεννηθῆ μετὰ τὸν δύο ἢ περισσοτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναφρικῶς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, καὶ ἣτις δὲν ἤθελε κανονισθῆ διὰ διαπραγματεύσεων, θὰ παραπέμπηται, αἰτήσῃ παντὸς ἐνδιαφερομένου εἰς τὴν διαφορὰν μέρους, εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον, ἵνα τοῦτο ἀποφανθῆ ἐπ' αὐτῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ ἄλλου τρόπου διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ ἀνακοινῇ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, καὶ εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως Κράτη μὴ μέλη, τὰ κάτωθι :

α) Τὰς ὑπογραφὰς, καὶ τὰ ὄργανα κυρώσεως, τὰ κατατιθέμενα παρ' αὐτῶ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4.

β) Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως, τὰ κατατιθέμενα παρ' αὐτῶ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5.

γ) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ Σύμβασις αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6.

δ) Τὰς γνωστοποιήσεις καὶ ἀνακοινώσεις, τὰς ληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7.

ε) Τὰς ἀνακοινώσεις καταγγελίας, τὰς ληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 9.

στ) Τὴν ἐκπνοὴν τῆς Συμβάσεως, συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον 2 τοῦ ἄρθρου 9.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη, ἥς τὰ κείμενα εἰς τὴν Κινεζικὴν, Ἀγγλικὴν, Γαλλικὴν, Ρωσικὴν καὶ Ἰσπανικὴν τυγχάνουν ἐξ ἴσου ἀθρονητικά, θέλει κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θέλει διαβιβάσῃ κεκυρωμένον ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ Κράτη μὴ μέλη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἣτις ἠνοιχθῆ πρὸς ὑπογραφήν ἐν Νέα Ὑόρκῃ τῇ 31 Μαρτίου 1953.

Διὰ τὸ ΑΦΓΑΝΙΣΤΑΝ :

Διὰ τὴν ΑΡΓΕΝΤΙΝΗΝ :

Μετὰ ἐπιφυλάξεων εἰς τὸ ἄρθρον 9.

ΡΟΔΟΛΦΟ ΜΟΥΝΙΟΖ

Διὰ τὴν ΑΥΣΤΡΑΛΙΑΝ :

Διὰ τὸ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ

Διὰ τὴν ΒΟΛΙΒΙΑΝ :

Καρμὲν Σ. Β. ΝΤΕ ΛΟΖΑΔΑ

9 Ἀπριλίου 1953.

Διὰ τὴν ΒΡΑΖΙΛΙΑΝ :

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῆς ΒΙΡΜΑΝΙΑΣ :

Διὰ τὴν ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΣΙΑΣ :

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9, αἰτίνας περιλαμβάνονται εἰς τὸ Πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφήν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Κ. Β. ΚΙΣΣΕΛΥΩΦ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἔπεται :

«Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 7 : Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας δηλοῖ ὅτι

διαφωνεί πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι τὸ νομικὸν ἀποτέλεσμα μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίσταται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξύ τοῦ διατυπώσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν Κρατῶν-μερῶν τῆς Συμβάσεως, ἐξαιρουμένου μόνου τοῦ τμήματος αὐτῆς εἰς ὃ ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 9 : Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευομένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9, δυνάμει τοῦ ὁποίου αἱ μεταξύ τῶν συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποβάλλονται, αἰτήσῃ οἰοῦντι ἕκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης καὶ δηλοῖ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει, εἰς ἐκάστην περίπτωσιν, ἡ συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὸν ΚΑΝΑΔΑΝ

Διὰ τὴν ΧΙΑΗΝ :

Ρουδεσίνδο ΟΡΤΕΓΑ

Γαβριέλλα ΜΙΣΤΡΑΛ.

Διὰ τὴν Κίναν :

Διὰ τὴν ΚΟΛΟΜΒΙΑΝ :

Διὰ τὴν ΚΩΣΤΑ-ΡΙΚΑ :

ΤΑΤΤΕΝΜΠΑΧ

Διὰ τὴν ΚΟΥΒΑΝ :

Δρ. Ἐμίλιο Νούνιεθ ΠΟΡΤΟΥΟΝΔΟ

Διὰ τὴν ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑΝ :

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 τῶν καταχωρισμένων εἰς τὸ πρακτικὸν ὑπογραφῆς.

ΤΖ. ΝΟΣΕΚ.

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἔπεται :

»Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7, κρίνει δὲ ὅτι τὸ νομικὸν ἀποτέλεσμα τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης συνίσταται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξύ τοῦ διατυπώσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραψάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνου τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευομένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μεταξύ τῶν συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλονται, αἰτήσῃ οἰοῦντι ἕκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἢ εἰς ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὴν ΔΑΝΙΑΝ :

Διὰ τὴν ΔΟΜΙΝΙΚΙΑΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ :

Ἰωακείμ Ε. ΣΑΛΑΖΑΡ

Μινέρβα ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΟ

Διὰ τὸν ἸΣΗΜΕΡΙΝΟΝ :

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσημερινοῦ ὑπέγραψε τὴν παρούσαν Σύμβασιν μετὰ μιᾶς ἐπιφυλάξεως σχετιζομένης πρὸς τὰς τελευταίας λέξεις τοῦ ἄρθρου 1 δηλαδή τὰς λέξεις «ἀνευ οὐδεμιᾶς διαιρέσεως». Πράγματι, τὸ πολιτικὸν Σύνταγμα τῆς Δημοκρατίας, εἰς τὸ ἄρθρον 22 αὐτοῦ, καθορίζει ὅτι, ἡ ἐκλογή εἰς τὰς λαϊκὰς ἐκλογὰς τυγχάνει ὑποχρεωτικὴ διὰ τοὺς ἄνδρας καὶ προαιρετικὴ διὰ τὰς γυναῖκας».

Ζοζὲ Β. ΤΡΟΥΧΙΑΛΟ

Διὰ τὴν ΑἴΓΥΠΤΟΝ :

Διὰ τὸ ΣΑΛΒΑΔΩΡ :

Διὰ τὴν ΑἰΘΙΟΠΙΑΝ :

Ἄτο Ζαβδὲ Γκάβρε ΧΕ·Υ·ΒΟΤ

Διὰ τὴν ΓΑΛΛΙΑΝ

Μετὰ τῆς ἐπιφυλάξεως τῆς καταχωρηθείσης εἰς τὸ πρακτικὸν τῆς ὑπογραφῆς.

Μ. Χ. Λ. ΕΦΩΣΕ

Ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη ἔχει ὡς ἀκολουθῶς :

«Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰ εἰς ὠρισμένα ἐδάφη τηρούμενα ἔθιμα καὶ παραδόσεις, ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀναβάλλῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν σχέσει πρὸς τὰς κατοικοῦσας εἰς τὰ ἐν λόγω ἐδάφη γυναικῆς αἰτινες ἐπικαλοῦνται τοιαῦτα ἔθιμα καὶ παραδόσεις.

Διὰ τὴν ΕΛΛΑΔΑ :

Ἄλέξιος ΚΥΡΟΥ

1 Ἀπριλίου 1953.

Διὰ τὴν ΓΟΥΑΤΕΜΑΛΑΝ :

Μετ' ἐπιφυλάξεων ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς Συμβάσεως καὶ ἐξυπακουομένου ὅτι ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ συμφώνως πρὸς τὸ Ἐθνικὸν πολιτικὸν Σύνταγμα εἰς τὰς γυναικῆς αἰτινες εἶναι πολῖται τῆς Γουατεμάλας

Ἐδουάρδο Καστίλλο ΑΡΡΙΟΛΑ

Διὰ τὴν ΧΑ·Ι·ΤΗΝ :

Διὰ τὸ ΧΟΝΔΟΥΡΑΣ :

Διὰ τὴν ἸΣΛΑΝΔΙΑΝ :

Διὰ τὰς ἸΝΔΙΑΣ :

Μετὰ τῆς ἀκολουθοῦ ἐπιφυλάξεως :

«Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμβάσεως δὲν ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ στρατολογίας καὶ περὶ τῶν ὄρων ὑπηρεσίας εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν Ἰνδιῶν ἢ εἰς τὰς δυνάμεις τὰς ἐπιφορτισμένας μετὰ τὴν τήρησιν τῆς δημοσίας τάξεως εἰς τὰς Ἰνδίας.»

Ραζεσβάρ ΝΤΑΓΙΑΡ

τῆ 29 Ἀπριλίου 1953

Διὰ τὴν ἸΝΔΟΝΗΣΙΑΝ :

Λ. Ν. ΠΑΛΑΡ.

Διὰ τὸ ΙΡΑΝ :

Διὰ τὸ ΙΡΑΚ :

Διὰ τὸ ἸΣΡΑΗΛ :

Ἄμπᾶ ΕΜΠΙΑΝ

14 Ἀπριλίου 1953

Διὰ τὸν ΛΙΒΑΝΟΝ :

Διὰ τὴν ΛΙΒΕΡΙΑΝ :

Διὰ τὸ Μέγα Δουκάτον τοῦ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ :

Διὰ τὸ ΜΕΞΙΚΟΝ :

Μετὰ τῆς ἐπιφυλάξεως τῆς διατυπωθείσης εἰς τὴν κατατεθεῖσαν σήμερον δήλωσιν.

Ραφαήλ ΝΤΕ ΛΑ ΚΟΛΙΝΑ

Δήλωσις :

Δηλοῦται ρητῶς ὅτι ἡ Κυβέρνησις τοῦ Μεξικοῦ δὲν θέλει καταθέσει τὸ ὄργανον αὐτῆς κυρώσεως τῆς Συμβάσεως πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς ὑπὸ κατάρτισιν ἀναθεωρήσεως τοῦ πολιτικοῦ Συντάγματος τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ, ἥτις ἔχει ὡς ἀντικείμενον τὴν εἰς τὰς Μεξικανίδας γυναικῆς ἀπονομὴν πολιτικῶν δικαιωμάτων.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ :

Διὰ τὴν ΝΕΑΝ ΖΗΛΑΝΔΙΑΝ :

Διὰ τὴν ΝΙΚΑΡΑΓΟΥΑΝ :

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ :

Διὰ τὸ ΠΑΚΙΣΤΑΝ:

Διὰ τὸν ΠΑΝΑΜΑΝ:

Διὰ τὴν ΠΑΡΑΓΟΥΑΗΝ:

Διὰ τὸ ΠΕΡΟΥ:

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν ΦΙΛΙΠΠΙΝΩΝ:

Διὰ τὴν ΠΟΛΩΝΙΑΝ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν σχετιζομένων πρὸς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 διατυπωθειῶν εἰς τὸ εἰδικὸν πρακτικὸν τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Χ. ΜΠΥΡΕΚΙ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μετὰ τὸ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραφάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευμένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μετὰ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσῃ οἰουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν.»

Διὰ τὴν Σαουδικὴν ΑΡΑΒΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΟΥΗΔΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΥΡΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΤΑΪΛΑΝΔΗΝ:

Διὰ τὴν ΤΟΥΡΚΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ ΤΗΣ ΟΥΚΡΑΝΙΑΣ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 αἵτινες περιλαμβάνονται εἰς τὸ εἰδικὸν πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Α. Μ. ΜΠΑΡΑΝΟΒΣΚΥ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Ουκρανίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μετὰ τὸ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραφάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.»

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Ουκρανίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευμένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μετὰ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσῃ οἰουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν.

Διὰ τὴν ΝΟΤΙΟΑΦΡΙΚΑΝΙΚΗΝ ΕΝΩΣΙΝ:

Διὰ τὴν ΕΝΩΣΙΝ ΤΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὸ πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Β. Α. ΖΟΡΙΝ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μετὰ τὸ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραφάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευμένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μετὰ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσῃ οἰουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης, δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν.»

Διὰ τὸ ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

Διὰ τὰς ΗΝΩΜΕΝΑΣ ΠΟΛΙΤΕΙΑΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ:

Διὰ τὴν ΟΥΡΑΓΟΥΑΗΝ:

Διὰ τὴν ΒΕΝΕΖΟΥΕΛΑΝ:

Διὰ τὴν ΥΕΜΕΝΗΝ:

Διὰ τὴν ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΝ:

Λέο ΜΑΤΕΣ

«Ὅτι ἀκριβὲς ἀντίγραφον
Διὰ τὸν Γενικὸν Γραμματέα
Κ. ΣΤΑΥΡΟΠΟΥΛΟΣ
Διευθυντῆς ἐπιφορτισμένος
μὲ τὸ Νομικὸν Τμήμα

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η έτησίαι συνδρομή τής Έφημερίδος Κυβερνήσεως, ή τιμή τών τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αούτης και τά τέλη δημοσιεύσεως έν τώ Δελτίω Άνωνύμων Έταιρειών και τώ Παραρτήματι τής Έφημερίδος Κυβερνήσεως, έχουνι καθορισθή ώς κάτωθι :

Α' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

- | | |
|--|--------------|
| 1. Διά τώ τεύχος Α' | Δρχ. 150.000 |
| 2. " " " Β' | " 100.000 |
| 3. " " " Γ' | " 100.000 |
| 4. " " Παράρτημα | " 100.000 |
| 5. " " Δελτίον Άνωνύμων Έταιρειών... | " 250.000 |
| 6. " " τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»..... | " 100.000 |
| 7. " " Δελτίον Έμπορικής και Βιομηχανικής Ίδιοκτησίας | " 50.000 |
| 8. " " Δι' άπαντα τά τεύχη, τώ Παράρτημα και τά Δελτία | " 700.000 |

Οί Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσι τώ ήμισυ τών άνωτέρω συνδρομών.

Τώ ύπέρ του Ταμείου Άλληλοδοθείας Προσωπικού Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστόν επί τών άνωτέρω συνδρομών ώρίσθη ώς έξής :

- | | |
|---|-------------|
| 1) Διά τώ τεύχος Α' | Δρχ. 10.000 |
| 2) " " " Β' | " 5.000 |
| 3) " " " Γ' | " 5.000 |
| 4) " " Παράρτημα | " 5.000 |
| 5) " " Δελτίον Άνων. Έταιρειών ... | " 20.000 |
| 6) " " Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ. | " 5.000 |
| 7) " " Δελτίον Έμπ. και Βιομ. Ίδιοκτησ. | " 2.000 |
| 8) Δι' άπαντα τά τεύχη | " 40.000 |

Οί Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσιν όλόκληρον τώ ύπέρ του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Η τιμή έκάστου φύλλου τής Έφημερίδος Κυβερνήσεως ώρίσθη εις Δραχ. 1.000.

Γ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εις τώ Δελτίον Άνωνύμων Έταιρειών :

1. Τών δικαστικών πράξεων
2. Τών καταστατικών Άνωνύμων Έταιρειών. » 1.500.000

3. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών τών Άνωνύμων Έταιρειών .. Δρχ. 300.000
4. Τών ανακοινώσεων και προσκλήσεων εις γενικας συνελεύσεις ώς και τών κατά τώ άρθρον 32 του Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων
5. Τών ανακοινώσεων τών υπό διάλυσιν Άνωνύμων Έταιρειών κατά τώ Β. Δ. 20)5)1939
6. Τών Ίσολογισμών τών Άνων. Έταιρειών
7. Τών συνοπτικών μηνιζών καταστάσεων τών Τραπεζιτικών Έταιρειών
8. Τών Υπουργικών αποφάσεων περι άναβολής συγκλήσεως τών γενικών συνελεύσεων τών Άνων. Έταιρειών.
9. Τών Υπουργικών αποφάσεων περι παροχής άδειας επέκτασεως τών έργασιών ασφαλιστικών Έταιρειών, ώς και τών εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων....
10. Τών αποφάσεων περι έγκρισεως τιμολογίων τών Ασφαλιστικών Έταιρειών
11. Τών περι παροχής πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπους έν Ελλάδα: άλλοδακων Έταιρειών
12. Τών αποφάσεων περι συγχωνεύσεως Άνων. Έταιρειών

ΙΙ. Εις τώ Παράρτημα Ε. Κ.

1. Τών δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων
 2. Τών άδειών πωλήσεων λαματικών ύδάτων
- Τώ ύπέρ του Ταμείου Άλληλοδοθείας Προσωπικού Έθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστόν επί τών άνωτέρω τελών ώρίσθη εις 5 ο)ο.

Δ' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αί συνδρομαί και τά τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εις τά Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως (γραμματίου παραλαβής ή διπλοτύπου Εισπράξεως), όπερ μερίμνη του ενδιαφερομένου αποστέλλεται εις τήν Υπηρεσίαν του Έθνικού Τυπογραφείου.

2. Η καταβολή του ύπέρ του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστού επί τών άνωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων ενεργείται έν Αθήναις μέν εις τώ Ταμείον του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Έθνικού Τυπογραφείου) έν ταις λοιπαίς δέ πόλεσι του Κράτους εις τά Δημόσια Ταμεία. Άτινα αποδίδουσι τούτα εις τώ ΤΑΠΕΤ συμφώνως προς τά όριζόμενα δια τής ύπ' αριθ. 192378)3639 του έτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) Έγκυκλίου Διαταγής τής Γενικής Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικού.

Ο Διευθυντής και ά. α.

ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ